



L'actuelle politique d'austérité en Europe & ses conséquences sociales, en Grèce notamment

Par Octave Warzée*

La plupart des pays de l'euro-zone souffrent tous, peu ou prou, de la même maladie : l'endettement excessif dû au déséquilibre chronique entre dépenses et ressources. Les remèdes relèvent tous de la même pharmacopée. Que les médicaments s'appellent rigueur, austérité, débudgétisation, restriction, impôts, les peuples vont être confrontés à de nouvelles échéances. La finalité de ces repères est de remettre les règles du financement des États au diapason de celles définies par le Traité de Maastricht, le vendredi 7 février 1992. Donc, finalement, une seule politique sert de fil conducteur à chacun des pays de l'Euroland : le rétrécissement de l'écart budgétaire entre les dépenses et les ressources afin de lutter contre l'endettement public grandissant. C'est pour cela que j'utilise la formulation « actuelle politique » au singulier dans le titre.

C'est entre autres pour éviter le déferlement de protestations citoyennes dans la rue que l'homme politique-type n'a eu qu'une seule attitude dès les années 1970¹ : le recours à l'emprunt, à l'étranger ou sur le territoire national. Tout cela pour continuer à nous plaire et à nous faire croire que nous étions encore riches ; en cela il se trouve réconforté par l'adage bien connu : « On ne prête qu'aux riches ». Et les critiques furent rares, le clan des bénéficiaires replets l'emportant largement sur celui des sceptiques atrabilaires. Et de scrutin en scrutin, le souci d'une dette publique gonflant à vue d'oeil n'étant ciblé par aucun programme électoral, jamais personne n'émit le moindre soupçon à l'égard de cette croissance, sauf quelques rares auteurs, hypocondriaques bien sûr, parmi lesquels François de Closets (*Toujours plus* - 1982²) et John Kenneth Galbraith (*La république des satisfaits* - 1992³). Mais la roue était lancée.

D'étroite venelle, le recours à l'emprunt se métamorphosa en autoroute à dix bandes. L'endettement ne cessa de croître à tous les niveaux de pouvoir et le citoyen, la molécule de l'État, qui, de toute façon, remboursera en dernier lieu, se vit sporadiquement coiffé d'un nouveau couvre-chef : celui de l'endetté.

L'endetté : celui qui a des dettes. Le concept de « dette » est un concept chargé de connotations péjoratives dans le message éducationnel que les familles transmettent aux jeunes générations. La dette, c'est le diable dans l'économie des ménages, nous le savions et nous étions en plein dedans. Des idéologues sont venus à notre secours afin de nous mettre en garde contre une confusion des plus délétères, celle qui superpose ou confond l'économie des ménages et l'économie d'un État. Il est vrai qu'un ménage doit davantage coller aux réalités économiques qu'un État car un ménage a des moyens et une durée de vie bien inférieurs à ceux d'un État. La finitude d'un État est indéterminée, contrairement à celle d'un ménage. Un État peut envisager de s'endetter bien plus largement et bien plus longtemps qu'un ménage parce que l'État pourra rembourser en augmentant les impôts ou en les faisant durer jusqu'à extinction de la dette, parfois sur plusieurs générations. Certains vont jusqu'à dire qu'un État est comme le pape, il est infailible, il ne peut échouer dans ses projets et tomber ainsi en faillite. Message reçu cinq sur cinq par les autorités. C'est compris : une collectivité publique peut, bien plus qu'un ménage, s'émanciper des contraintes de prudence que requiert la conduite des affaires, des emprunts en particulier.

Les textes du Traité de Maastricht (1992) prévoyaient à la rubrique « Budget » (c'est-à-dire les prévisions de recettes et de dépenses des États membres ou des candidats à l'admission) que les dépenses ne peuvent dépasser les recettes prévues que de 3 % maximum, non des recettes, mais du PIB⁴ qui est bien plus élevé. Les recettes figurant au budget de l'État sont le résultat de prélèvements : impôts, taxes, accises, amendes, droits divers, transferts, etc. Ces prélèvements atteignent environ 40 % du PIB. Donc, le PIB est 2,5 fois plus élevé que les recettes, dans ce cas-ci.

* Gradué en Kinésithérapie, certifié en Économie politique générale (ULg) et diplômé en Économie et Gestion (ULg).

¹ Dès la fin des « Trente Glorieuses » (1945-1975) selon le titre de Jean Fourastié, économiste français.

² François de Closets, *Toujours plus*, Paris, Grasset, 1982, 329 p.

³ John Kenneth Galbraith, *La République des satisfaits*, Paris, Ed. du Seuil, 1992, 186 p.

⁴ PIB ou Produit Intérieur Brut : indice de référence basé sur la somme des valeurs ajoutées (différence entre le chiffre d'affaires et le coût des produits ou services bruts ou semi-finis consommés) créées par quiconque sur le territoire d'un État pendant un an.

Court exemple chiffré :

Si le PIB d'un État atteint 250 milliards d'euros, ses recettes budgétaires peuvent s'élever à 40 % de ces 250 milliards, soit 100 milliards d'euros. Le déficit autorisé par Maastricht à cet État peut atteindre 3 % du PIB, soit 7,5 milliards. Autrement dit, les dépenses budgétaires de cet État peuvent s'élever jusqu'à $100 + 7,5 = 107,5$ milliards d'euros.

Trop de personnes confondent PIB et budget. Ces mêmes personnes calculent le déficit non sur le PIB mais sur les recettes prévues au budget. Par conséquent, sur 100 milliards de recettes, les 3 % de déficit autorisé atteignent 3 milliards d'euros et non plus les 7,5 calculés sur le PIB.

Le Traité de Maastricht indiquait également que la dette publique consolidée (c'est-à-dire toutes les dettes publiques, celles d'aujourd'hui et celles d'hier, ramenées à un seul total) de chacun des dix-sept États de l'euro-zone devait se situer sous les 60 % du PIB. Selon le baromètre Eurostat de 2010 (soit dix-huit ans après Maastricht), seuls cinq pays sur dix-sept (dont trois entrants récents) répondent à cette exigence : l'Estonie (7 %), le Grand-Duché de Luxembourg (16,20 %), la Slovénie (38,8 %), la Slovaquie (41 %) et la Finlande (45,40 %). À titre de curiosité, voici quelques autres chiffres : l'Espagne (63,4 %), les Pays-Bas (64,6 %), l'Allemagne (78,8 %), la France (83,50 %), la Belgique (98,6 %), l'Italie (118,10 %) et la Grèce (144 %). Hors euro-zone, le Danemark, la Norvège et la Suède atteignent une moyenne de 45 %, les États-Unis sont à 98,90 % et le champion du monde est le Japon (oui, le Japon d'avant le tsunami du 11 mars 2011) qui atteint 229 %. C'est devenu évident, la cible de nos gouvernements, stigmatisés par les agences de notation Fitch Ratings, Moody's et Standard & Poor's, c'est l'errance de la dette, celle qu'on désigne par l'appellation « dette souveraine »⁵, c'est la dette publique des États, en particulier la dette de la Grèce.

Pourquoi ce soudain durcissement à l'égard de la dette ?

C'est un énorme « couac » dans le système de crédit hypothécaire américain, celui des *subprimes*, qui a mis le feu aux poudres durant l'été 2007. Aux États-Unis, depuis la fin 2004, afin de dynamiser les marges bénéficiaires des prêteurs d'argent gravitant autour de l'immobilier (à acheter ou à construire), il avait été mis au point un mécanisme de crédit hypothécaire risqué permettant au citoyen d'acheter son immeuble en effectuant ses remboursements sous le taux réel (d'où l'expression *sub - prime*) pendant un maximum de trois ans.

Ce système a permis à des milliers de très modestes citoyens de monter dans le train de l'accession à la propriété et de faire monter le prix des immeubles en raison de la voracité de la demande. Partout fleurissait le même leitmotiv : « les pauvres doivent participer au festin ». Hélas, lorsque, après quelques dizaines de mois, le taux réel de l'emprunt reprenait ses droits, beaucoup d'emprunteurs n'étaient plus à même de poursuivre le remboursement de leur dette. Les conséquences s'enchaînaient : perte du titre de propriété et expulsion dramatique des familles, vente forcée des immeubles à prix bradés par excès d'offre, pertes directes colossales pour les banques de dépôt et sociétés de crédit hypothécaire (Banque Bear Sterns, Sociétés de Crédit Fannie Mae's et Freddie Mac), recours de ces banques et sociétés à une banque d'affaires (Lehman Brothers, car trop de banques de dépôt étaient prisonnières de leurs piètres investissements dans les *subprimes*), et enfin, recours de cette dernière auprès du gouvernement américain qui refuse alors d'intervenir car Lehman Brothers n'exhibe plus suffisamment de signes de bonne santé (sa capitalisation boursière s'étant effondrée de 95 % en un an).

La faillite de Lehman Brothers est déclarée le lundi 15 septembre 2008. La banque est laminée, elle avait déjà vendu beaucoup de ses actifs (terrains, immeubles, participations financières, etc.) afin de camoufler ses « mauvaises affaires » dans le marché des *subprimes*. La faillite de Lehman Brothers va secouer les dirigeants, elle fait peur tant les montants engagés sont gigantesques. La planète financière a perdu énormément d'argent (les banques belges aussi), les rapports interbancaires se sont raidis (méfiance entre banques, d'où crise de liquidités) et l'attitude des grands argentiers mondiaux à l'égard de l'emprunt public, en particulier, a subi un magistral coup de froid (hausse des taux).

⁵ Dette souveraine : lorsqu'un État, une grosse entreprise, une grande ville, un canton, une province... sont endettés et qu'ils ont besoin d'argent, ils peuvent « vendre » leurs dettes en émettant des obligations. Afin d'opérer un classement parmi ces obligations, les prêteurs-investisseurs vont les sérier. Il y aura les obligations industrielles pour les grandes entreprises, les cantonales pour les cantons, les provinciales pour les provinces, etc. Pour les États, on qualifiera l'obligation et la dette qui lui est directement attachée de « souveraines ».

Et se répandit une notion dès 2008 : la « règle d'or » visant à ramener progressivement le budget des États à l'équilibre. Cette nouvelle règle n'est, jusqu'à présent, qu'une préparation à une nouvelle forme d'état d'esprit. Pour Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne (de 1985 à 1995), la « règle d'or », c'est de la « comm ». Car, en réalité, il faut davantage que l'équilibre.

« ÉCONOMIES ..., il faut faire des ÉCONOMIES ... » entend-on partout de manière lancinante. Pour faire des économies, il n'y a que trois façons :

- 1) comprimer les dépenses (usage bien connu des appointés/salariés/ménages à revenus constants) ;
- 2) accroître les ressources (refrain bien connu des indépendants ou des secteurs monopolistiques) et
- 3) opérer des investissements dits « d'avenir », des investissements créateurs d'économies ou de richesses (espoir caressé par tout le monde).

Lorsque l'ensemble des mesures aura été négocié, viendra le temps de la mise en branle, de l'application. Et là, la prudence conduira vraisemblablement les autorités à envisager une chronologie progressive, dite de « saucissonnage », afin de ne pas effaroucher les populations visées.

Les gouvernements, pressés par les autorités européennes, vont rivaliser d'ingéniosité afin de concevoir un plan d'assainissement qui sera le fruit d'une alchimie des plus subtile entre les trois méthodes énoncées au paragraphe précédent et en tenant compte des projets et des clivages idéologiques. Parce que clivages il y aura. On l'a vu lors des négociations gouvernementales de fin 2011. En Belgique, personne n'aime les impôts, à commencer par la droite qui préfère accorder aux mécanismes économiques le plus d'argent possible afin de « créer de la richesse » et vérifier, avant tout, que le standing de vie de l'État ne soit pas, lui, trop dispendieux. La gauche n'aime pas davantage les impôts, mais elle leur reconnaît une fonction organique de redistribution de richesses nécessaire à l'élaboration de grands services à nos populations et une fonction de redistribution de revenus à des citoyens inégaux tant en compétence qu'en chance. Dans ce cadre, la hauteur stratosphérique de certaines rémunérations soulève l'écœurement de bon nombre de décideurs politiques, à gauche surtout. D'où clivage.

Concernant les économies à planifier, le point nodal se concentre souvent sur le pouvoir d'achat et les dépenses/recettes de l'État. Mais tout cela est vu de très haut, l'altitude empêche de mesurer les conditions d'existence des citoyens. Puisque nous vivons en Europe, dans des États de droit où les mots « individu/citoyen, équilibre/intelligence, justice/justesse, démocratie/liberté » signifient encore quelque chose, il est impératif de mesurer l'impact de cette politique à l'aune de l'individu. Comme le mot l'indique, l'individu est indivisible, il représente le composé le plus infime de nos peuples. L'individu étant la molécule de la société, il est souhaitable d'en faire le point de départ de l'analyse des répercussions du courant d'austérité déferlant sur nos pays. Par après, seulement, l'extrapolation des résultats pourra se faire vers le collectif. Cet axe de réflexion, partant du particulier vers le collectif, me paraît plus ciblé, moins irréprochable, que l'axe partant du collectif vers le particulier.

De manière très schématique, les dépenses d'un État moderne concernent plusieurs grands secteurs : 1) dépenses de Fonctionnement (salaires, pensions, loyers) ; 2) l'Enseignement ; 3) la Sécurité Publique et la Justice ; 4) la Sécurité Sociale ; 5) les Transports (air, terre, mer) ; 6) les Travaux et la Recherche et 7) la Défense. La droite n'a jamais beaucoup aimé le secteur public en raison d'une trop faible productivité reposant elle-même sur un management inefficace, dit-elle. C'est pourquoi elle va vérifier la validité des sommes dépensées pour ces différents secteurs. Pour la gauche, le secteur public est avant tout indispensable et, si des critiques sont émises, il suffit de les entendre, de les analyser et d'y porter remède. Par ailleurs, le secteur privé, tant flatté par la droite et vanté pour son efficacité, n'est pas indemne non plus de tout reproche ; pensons au gouffre financier abyssal et mondial du privé dans les *subprimes*. D'où clivage.

Maintenant, le lecteur peut comprendre pourquoi on n'embauchera ni soignant, ni enseignant, ni personnel de sécurité dans nos rues et dans nos prisons, etc. Et ce, alors qu'il n'existe aucun « numerus clausus » pour les formations menant à ces métiers. Il y a des pénuries parce que le « législateur » n'autorise pas l'État à embaucher ou à subsidier l'engagement de pareils agents afin de ne pas alourdir la dette publique. Et la droite, souvent hégémonique en Europe, va épouvanter les dépenses du pays afin de repérer et affaiblir tout ce qui peut la grandir aux yeux de son électorat. Nous entrons dans le domaine du restrictif, de l'instinctif, voire du primitif. Cela peut aller de la suppression d'aide à des défavorisés, à la dégressivité d'allocations, à l'annulation de déductions fiscales, au rétrécissement des nomenclatures INAMI, à l'allongement de stages d'attente, etc. Et, simultanément, cette même droite nous proclame que le seul biais par lequel un État peut voir son endettement décroître, c'est le retour de la croissance économique qui permettra un meilleur rendement des prélèvements. Or, et c'est une évidence, la croissance économique ne se décrète pas au bas d'un document et ne surgit que rarement d'une seule « niche » particulièrement créatrice de richesses. Est-ce concourir au retour de la croissance que de diminuer sciemment le pouvoir d'achat de citoyens qui, la plupart du temps, dépendent tout et n'arrivent plus à épargner ?

Pouvons-nous encore nous émouvoir ?

En fin d'année 2011, le gouvernement belge élabora un plan de mesures tous azimuts afin de se positionner sur une trajectoire menant à l'équilibre budgétaire en 2015. Tous les domaines de la société furent visités par ce plan : les pensions, le chômage, les soins de santé, la législation fiscale, les assurances-vie/épargnes pension, l'épargne classique, les impôts... et les voitures de société. Au cours des premières semaines de 2012, pour négocier des alternatives, les syndicats des travailleurs ont organisé deux journées de grève générale. Rien n'y fit !

Par contre, la nouvelle échelle de frais relative à l'avantage en nature que représente une voiture de société fut saisie rapidement par la droite afin d'y inclure un édulcorant : l'âge du véhicule qui va alléger le coût mensuel payé par le bénéficiaire de ce véhicule. En premier, c'est donc pour les voitures de société que quelque chose a bougé.

Ce fait est pour moi l'illustration flagrante du caractère bipolaire de notre monde. En effet, en février 2012, des enfants/adolescents se terraient dans des immeubles à + 3°, ils manquaient de chaussures adéquates, de tartines et de vêtements pour se rendre à l'école ; dans la périphérie liégeoise, des filles/femmes étaient traitées comme des bêtes de somme voire battues parce qu'il manquait de l'argent à la maison et qu'il fallait sauver les apparences.

Ces deux exemples doivent être remis à leur place réelle. Pour des centaines de familles, ces évocations sont la règle 365 jours par an et non une exception due à des températures sibériennes. Ces gens n'ont pas chaud huit mois sur douze, il leur est impossible d'avoir une hygiène de vie, ils souffrent « d'insuffisances » diverses (toux, caries et/ou abcès dentaires, vues incorrectes, démangeaisons, œdèmes et plaies aux pieds). Ces personnes sont là, honteuses et discrètes. On ne les voit pas dans leurs appartements, maisonnettes ou caravanes. L'art de la défausse a ses limites, un regard se détourne si facilement. L'hiver dernier, dans notre pays, il a fallu qu'une chaîne publique de radio-télévision secoue les esprits pour trouver mazout, édredons ou bois pour résoudre les problèmes à court terme. Ce n'est pas normal. Un État moderne ne peut négliger pareilles situations, ses ministres (*minister* en latin signifie le serviteur, le subordonné, le subalterne) doivent y penser, ouvrir les yeux tout grands et veiller à élaborer des compensations régulatrices. Cela serait un excellent placement, bien plus rentable que les *sub-primes*.

Quant à la gauche (car il ne sert à rien de se focaliser sempiternellement et uniquement sur la droite), elle souhaiterait éclaircir l'origine des fortunes gigantesques des investisseurs/blanchisseurs d'argent qui veulent se déployer en Europe (par exemple : s'il frappe à notre porte, que faire d'un milliardaire syrien envisageant la construction d'un hôtel de luxe avec golf sur les pentes de la Citadelle à Namur), lutter vraiment contre la fraude fiscale (les « niches » conçues pour les Belges en Belgique ou les sociétés virtuelles à Monaco ou aux îles Caïmans ou autres), la fraude sociale des employeurs qui éludent volontairement les cotisations sociales du personnel (parce que les délais d'observation des parastataux belges leur offrent un semestre « d'immunité », ce qui est plus que suffisant pour se remplir les poches et disparaître par le biais d'une faillite frauduleuse), le trafic des êtres humains (les esclaves du XXI^e siècle), etc. La liste est longue, il est urgent de s'y attaquer sans mièvrerie mais avec justice et de resserrer les cordons de la bourse sans quoi tous nos savants équilibres politiques, basés sur la solidarité, basculeront irrémédiablement dans la poubelle de l'Histoire. Et la conclusion sera très simple : les requins auront vidé la société de tout ce qui fait sa substance.

La gestion politique d'un État n'est jamais simple, elle est le fruit d'une confrontation permanente de rapports de force entre éléments instables : les foules ou l'individu. Le développement de la pauvreté s'étale tous les jours devant nous, toujours plus concrètement. La plupart d'entre nous n'en perçoit que les premiers indices jusqu'à présent, heureusement des broutilles. Et si le traitement cruel réservé à la Grèce par la « troïka » (la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international) n'était que la première tranche d'une politique économique restrictive qu'il faudra progressivement, par « saucissonnage », appliquer à plusieurs autres États européens⁶ dont l'économie n'est pas des plus brillantes ?

⁶ En mai 2012, les pays ciblés étaient : le l'Espagne, la Grèce, l'Irlande et le Portugal. Par un métissage curieux dû au désordre alphabétique et à la manie des acronymes, la langue anglaise leur adresse la dédicace « PIGS » qui ne signifie rien d'autres que « Porcs ». À l'opposé, les pays les plus performants sont : l'Afrique du Sud, le Brésil, la Chine, l'Inde et la Russie. La langue anglaise les désignent comme « BRICS » (très proche de « BRICKS » = « Briques »). NB : les économies performantes ont très souvent recours au travail sous-payé. Avant 1914, la Belgique avait une économie performante grâce notamment au travail mal payé des enfants, des femmes et des Congolais.

La Grèce ne cesse d'interroger l'observateur. Comment ce peuple, qui a promu la naissance et l'émancipation de grandes civilisations, qui a posé devant le monde les prémices de la démocratie, qui a enfanté Alexandre, Archimède, Aristote, Homère, Platon et Socrate, qui a géré tout le commerce méditerranéen, comment ce peuple grec n'a-t-il pas vu que le monde changeait ? Comment un État moderne peut-il vivre sur une assiette fiscale ne touchant que 22 % de la population (les fonctionnaires) ? Comment l'Europe a-t-elle permis à la Grèce de lui présenter des comptes falsifiés avec la complicité d'une banque américaine ? Pourquoi, dès la fin de la dictature militaire en 1974, dès l'adhésion à la CEE en 1981, les forces politiques n'ont-elles pas accéléré la modernisation du pays ? Comment les Grecs ont-ils pu se satisfaire pendant des décennies d'un Caramanlis, puis d'un Papandreou, puis d'un Caramanlis et ainsi de suite. D'incuries à l'imprévoyance, d'imprévoyances à la dilapidation, de dilapidations à l'impécuniosité et d'impécuniosités à la faillite, il n'y a qu'un pas. Les prêteurs mondiaux n'ont pas digéré, la Grèce emprunte à du 22 % en mai 2012.

La très sévère sanction à l'égard des Grecs

Un chiffre va permettre de comprendre la raideur du plan infligé aux Grecs. Ce chiffre : 50 milliards d'euros. En Belgique également des plans d'économie sont concoctés pour remettre nos finances publiques sur la voie de l'orthodoxie budgétaire. Les deux derniers conclaves ministériels (fin 2011, début 2012) ont permis d'atteindre $11 + 2,1 = 13,1$ milliards d'économie et nous en percevons déjà une accélération de l'érosion du pouvoir d'achat et une montée concrète de la pauvreté.

En Grèce, pour une population équivalente à la nôtre (10,7 millions), pour un territoire fait de beaucoup d'îles (d'où besoin de bateaux ou de ponts onéreux), quatre fois plus grand que le nôtre, l'effort budgétaire demandé au peuple atteint : ... 50 milliards d'euros et d'autres efforts devront suivre. Même après la vente à la Chine d'une partie du port du Pirée et de plusieurs îles.

Les mesures prises par le gouvernement Papandreou sont ultra-classiques, mais ô combien douloureuses pour la population. À titre d'exemples : diminution des pensions et des appointements dans les secteurs publics, hausse de la TVA de 21 à 23 %, pertes programmées sur trois ans de milliers de postes dans la fonction publique, chute du salaire minimum de 22 % (en Grèce comme en Belgique, la notion de salaire minimum sert de base et de tremplin à tous les autres salaires), chutes de 20 à 28 % des salaires du privé dans un nombre de secteurs qui va grandissant, hausse des carburants de 15 %, hausse des énergies (électricité 30 %), hausses variables dans l'alimentaire (café 100 %), hausse importante des soins de santé et transports publics, suppression des anciennetés barémiques, etc.

Deux secteurs ont été épargnés par les plans : d'une part les armateurs grecs et leurs flottes car le gouvernement craint qu'ils émigrent vers d'autres cieux et, d'autre part, l'Église orthodoxe grecque car le gouvernement souhaite qu'elle maintienne sa fonction d'assistance aux populations. Par ailleurs, les impôts ne devraient guère toucher les professions libérales afin de ne pas atteindre leur pouvoir d'achat qui permettra la relance économique par leur consommation. C'est du récit et cousu de fil blanc.

Ce résumé permet de comprendre que, jusqu'à présent, les autorités européennes ne manipulent que le bâton de l'austérité à l'égard de la Grèce. Pendant des mois, il n'y a eu aucune ébauche de programme de relance, aucun investissement public de modernisation ou de création, rien. Fin juin, les pays de l'Union européenne se sont certes mis d'accord sur un pacte pour la croissance d'un montant de 120 milliards d'euros valable pour l'ensemble de l'Europe. Le remplacement de Nicolas Sarkozy par François Hollande à la présidence française est pour beaucoup dans ce changement d'attitude. Pour certains, c'est néanmoins une goutte d'eau dans l'océan... La croissance de la Grèce semble devoir principalement et spontanément surgir des souffrances de sa population. Cela dépasse l'entendement. Adieu les politiques de relance chères à John Maynard Keynes, les « Chicago boys » du monétariste Milton Friedman font la loi : le petit peuple a reçu trop d'argent, il doit le rendre. Ceci s'apparente à une sanction.

Cela me rappelle les maladroites du Traité de Versailles du 28 juin 1919. L'Allemagne impériale était battue, ses vainqueurs la voulaient à genoux. Ils l'écrasèrent d'obligations, d'interdictions, de dettes de guerre ou autres contraintes territoriales. L'Allemagne connut alors une période d'appauvrissement considérable. De cette époque, surgirent des nationalismes de tous bords dont le plus adroit gagna les élections de 1933 et offrit un des siens au poste de Chancelier. C'était Adolf Hitler !

Après les élections législatives du 17 juin 2012 (celle du 6 mai 2012 n'ayant pas pu aboutir à la formation d'un gouvernement), quelle voie politique le peuple grec va-t-il inaugurer ? Va-t-il se reconnaître dans les options prises par le gouvernement où sont majoritaires les conservateurs de la Nouvelle-Démocratie (ayant obtenu plus de 21 % des voix), soutenus par les sociaux-démocrates (du Pasok, 13 % des voix) et la gauche modérée (du Dimar, 6 % des voix) ? Ce gouvernement a posé le choix de ne pas remettre le plan d'austérité en question et de tâcher d'obtenir un nouvel échelonnement de la dette.⁷ En huit ans, est-il imaginable qu'Athènes soit passée du statut de ville olympique visitée par le monde entier (en août 2004) à ville de tous les contrastes où la pauvreté fait surgir sa face émaciée à tous les coins de rue, où la vie sociale se manifeste très violemment et où les yachts rutilants des hyper-riches continuent d'accoster au Pirée ?

L'attitude de l'Europe, faite de réserve voire de méfiance à l'égard des garanties comptables offertes par la Grèce, me remémore les propos de Virgile dans l'Énéide : *Timeo Danaos dona ferentes*. Ce qui signifie : « Je crains les Grecs même quand ils font des offrandes »⁸. Le substantif pluriel « offrandes » étant à prendre ici au sens large de dons, offres, garanties, gages, etc.

⁷ Les résultats des scrutins de juin révélèrent des points de vue très divers au sein de la population, les deux partis arrivant en tête étant la droite Nouvelle-Démocratie en faveur du maintien dans la zone euro à tout prix et la coalition de gauche radicale Syriza (près de 17 % des voix), farouche adversaire des mesures d'austérité imposées par l'Union européenne. Notons que le parti néonazi Aube dorée (XA) recueillait près de 7 % des voix.

⁸ Danaos : fondateur légendaire pré-hellénique de la cité d'Argos (Péloponèse) 3000 ans avant J-C. Virgile s'inspire de l'identité de ce personnage mythique pour décerner un gentilé aux populations locales.

⁹ Virgile plaçait cette sentence dans la bouche du grand prêtre troyen Laocoon. Ce dernier se voulait dissuasif à l'égard des armées : il ne fallait pas laisser franchir les remparts de Troie au fameux cheval de bois que les ennemis grecs avaient abandonné comme « offrande », à la porte de la ville. Les armées restèrent sourdes au conseil du grand prêtre. Les défenseurs troyens firent rentrer l'appareil dans l'enceinte défensive. La nuit suivante, des soldats grecs, cachés dans les flancs de l'animal, purent attaquer la ville endormie en plein cœur. Cette ruse légendaire permit aux Grecs de vaincre Troie.